



**PRÉFET  
DE L' AISNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral n° IC/2022/048 abrogeant l'arrêté du 12 août 2021 mettant en demeure Mme PERTOLDI et M. PALHIÈRE de régulariser la situation administrative de leurs installations d'entreposage de véhicules hors d'usage sises à HIRSON.**

**Le Préfet de l'Aisne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législatives et réglementaires relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 26 mai 2021 nommant M. Thomas CAMPEAUX, Préfet de l'Aisne ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2022 donnant délégation de signature, à M. Alain NGOUOTO, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne à M. Jérôme MALET, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne, à M. Raphaël CARDET, sous-préfet chargé de mission, sous-préfet à la relance, auprès du préfet de l'Aisne, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne

**VU** l'arrêté préfectoral n° IC/2021/135 du 12 août 2021 mettant en demeure Mme PERTOLDI et M. PALHIÈRE de régulariser la situation administrative de leurs installations d'entreposage de véhicules hors d'usage (VHU) sises à HIRSON et mentionnées à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées transmis aux exploitants par courrier du 4 février 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** ce qui suit :

- L'inspection des installations classées a constaté le 2 février 2022 que les exploitants ont respecté l'arrêté de mise en demeure du 12 août 2021 susvisé ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de l'Aisne,

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> : Objet**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° IC/2021/135 du 12 août 2021 délivré à Mme Nadège PERTOLDI et à M. Nicolas PALHIÈRE sont abrogées.



## Article 2 : Publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier 80011 AMIENS CEDEX, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen, accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de VERVINS, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Aisne, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire d'HIRSON et au procureur de la République près le tribunal judiciaire de LAON, et notifiée à Mme Nadège PERTOLDI et à M. Nicolas PALHIÈRE.

À Laon, le 8 mars 2022

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Alain NGOUOTO